infOGM

Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

OGM – Etude Séralini : l’Inra réagit

Par

Publié le 08/10/2012

Deux réactions sont venues s’ajouter à celles, nombreuses, qu’a suscitées la publication d’une étude de toxicologie faite par le professeur G.E. Séralini : celle de l’Inra, en tant qu’institution, et celle du syndicat Sud au sein de l’Inra.

La direction, dans une lettre adressée aux salarié-é-s de l’Inra [1], ne parle au final que peu de l’étude en question. Elle cherche surtout à montrer que cette institution est très impliquée dans l’expertise sur les OGM. François Houillier énumère, à la Prévert, ce que l’Inra fait et précise qu’une « *analyse critique de l’article de Séralini et al., coordonnée par Christine Cherbut* » a été produite en interne mais n’est pas encore publique. Toujours au niveau du contexte, l’Inra rappelle qu’elle *« a publié cette année [2] une méta-analyse d’un ensemble de 24 études de moyen-long termes ou multigénérationnelles sur l’impact en santé animale de l’ingestion de plusieurs espèces végétales transgéniques (maïs, soja, riz, pomme de terre, triticale) : l’une de ces études porte ainsi sur un autre OGM, le maïs MON810, sur une période de 25 mois »* [3] Il s’agit de la fameuse méta-analyse, mieux connue sous le nom de « l’étude Ricroch ». Comme nous l’avons déjà souligné, cette étude ne peut prétendre être comparée au travail de G.E. Séralini puisque cette méta-analyse s’intéresse surtout à des études d’alimentarité, et non de toxicologie. Ensuite vient la présentation du programme européen GRACE - GMO Risk Assessment and Communication of Evidence - consacré à la gestion des risques, auquel l’Inra participe.
Conclusion de la lettre adressée aux salarié-e-s de l’Inra : *« Le collège de direction est conscient de l’émotion que suscitent les débats actuels et de la tension que cela peut créer pour les personnels, dans les unités, les centres ou les départements qui sont sollicités par divers canaux. Nous sommes à votre écoute et nous tenons à vos côtés pour vous appuyer dans cette mission délicate qui consiste à répondre, aussi rationnellement et sereinement que possible, à ces sollicitations »*.
Par ailleurs, François Houllier, dans une tribune sur Internet [4], se montre plus offensif. Cette fois-ci, il évoque l’étude en des termes négatifs : *"Dans le dossier OGM, la recherche publique aurait été aux abonnés absents, obligeant Gilles-Eric Seralini à conduire une étude secrète. [...] Quelques jours auront pourtant suffi à la communauté scientifique française et internationale, aux médias les plus éclairés et aux réseaux sociaux pour révéler les ambiguïtés de ces travaux"*. S’il précise ensuite que cette étude est en cours d’expertise par l’Anses, l’AESA, etc., il considère que cette étude a un impact négatif sur le débat et sur la vision que les français ont de la recherche publique : *"Le poison de la peur et du doute est ainsi instillé. [...] Le doute, aussi, vis-à-vis de la recherche publique qui ne remplirait pas sa fonction, voire qui ignorerait volontairement ce sujet du fait de ses relations avec les firmes de l’agro-chimie. [...] Le mal est donc fait. Il est injuste, mais*

pas irréparable". Ensuite, vient le temps des explications. Si la recherche publique ne peut pas faire son travail, c'est du fait des Faucheurs volontaires qui ont détruit, à Colmar, quelques plants de vignes. Un peu léger comme argument. Cependant, François Houllier en appelle à plus de crédit pour la recherche publique, ce que réclame aussi G.-E. Séralini. La direction de l'Inra oppose les deux expertises. Ne devraient-elles pas, au contraire, s'épauler, au lieu de se dénigrer mutuellement ?

Syndicat Sud Inra : "*quelle place pour les biotechnologies à l'Inra ?*"

A l'inverse, le communiqué du syndicat Sud Inra, intitulé « Après la publication "Séralini" sur les risques de consommer un maïs OGM : une controverse qui nécessite, à nouveau, de se poser les bonnes questions ! » [5], est beaucoup plus engagé. Ainsi, il commence par préciser que *« Notre syndicat SUD Recherche EPST a, par le passé, plusieurs fois exprimé sa défiance envers l'utilisation des OGM en agriculture en raison de leurs conséquences environnementales et sociales et du modèle économique qui leur est associé (privatisation des ressources génétiques), mais aussi parce que nous jugions que les risques sanitaires liés à leur consommation n'étaient pas évalués correctement »*. Le syndicat ne souhaite pas se prononcer sur la validité de l'étude en cause, mais considère que les débats autour de ce travail confirment leurs analyses et les questions que les syndicalistes se sont posés depuis plusieurs années maintenant. Le syndicat prend à parti plusieurs chercheurs de l'Inra qui se sont empressés de démonter l'étude Séralini, comme Gérard Pascal, *« désormais consultant pour des entreprises de l'agroalimentaire »*, ou Louis-Marie Houdebine. Le syndicat écrit : *« Ainsi, alors qu'il était recommandé dès 1998 de ne prendre aucun risque sanitaire avec les OGM, on comprend (...) que la puissance publique ne s'est jamais vraiment donnée les moyens d'évaluer ces risques à long terme »*. L'autre point soulevé est l'impartialité des experts chargés d'homologuer les PGM : *« Sachant que presque tous les pesticides mis sur le marché après avoir obtenu une autorisation, sur présentation d'un dossier d'AMM (Autorisation de Mise sur le Marché) produit par le fabricant lui-même, finissent un jour par être interdits (atrazine, paraquat, chlordecone, Cruiser…) en raison des ravages qu'ils causent à l'environnement ou/et à la santé humaine, on se demande combien de temps il faudra attendre pour que toutes ces procédures d'homologation soient modifiées et quand sera confiée l'évaluation de ces molécules, ainsi que des OGM cultivés en plein champ, à une Agence d'Etat pouvant travailler en toute indépendance des pressions et des lobbys »*. Le syndicat évoque alors la baisse des crédits qui oblige les chercheurs à *« courir après les contrats »*, détail important que la direction de l'Inra n'a pas cru bon de rappeler dans la lettre ci-dessus mentionnée. Enfin, le troisième point mis en avant par le syndicat concerne directement la position de l'Inra par rapport aux OGM : *« Entendre dire, par un directeur de recherche honoraire de l'Inra, qu'il ne devrait pas y avoir d'évaluation sur les plantes génétiquement modifiées parce que ce sont les mêmes que les plantes non modifiées, et que le glyphosate n'a jamais causé de cancers chez l'Homme, n'est pas à l'honneur de notre Institut ! »*. Le syndicat rappelle la tribune signée par de nombreux chercheurs de l'Inra qui appellent à un *« débat raisonné »* mais qui concluent sur l'espoir suscité par le génie génétique pour résoudre les problèmes de la planète. Et le syndicat souligne, comme nous venons de le faire, que la direction de l'Inra brandit toujours et partout la fameuse méta-analyse d'Agnès Ricroch : *« On aurait aimé que, dans les circonstances présentes, François Houllier fasse preuve d'un peu plus d'ouverture »*. Le syndicat conclut : *« Il est donc plus que jamais urgent que soit initiée une profonde réflexion sur les orientations scientifiques futures de notre Institut, et sur la place centrale que l'on veut continuer de donner, ou non, aux biotechnologies »*.

---

[1] cf.

inra

Inra - Lettre de la direction aux salarié-e-s suite à la publication de l'étude « Séralini »

[2] Snell et al., 2012, *Food and Chemical Toxicology*, 50 : 1134-1148

[3] Inf'OGM précise que cette étude concerne des vaches qui ont une durée de vie supérieure à celles des rats. Ainsi, les deux études ne sont pas comparables, car l'une concerne une étude sur une « vie entière », l'autre sur une petite portion de vie. Cette méta-analyse, par ailleurs, reconnait que pour les maïs produisant un insecticide, donc les maïs Bt., *"No long-term rodent studies are available for GM maize"*.

[4] http://www.agro-media.fr/actualit%C3%A9/conjoncture-tendance/affaire-s%C3%A9ralini-l-inra-plaide-pour-la-recherche-publique et http://www.inra.fr/l_institut/ogm_quelle_place_pour_la_recherche_publique

[5] [>http://www.sud-recherche.org/EPST/INRA/mailSudINRA54.html]

Adresse de cet article : https://infogm.org/ogm-etude-seralini-linra-reagit/